



CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 24 SEPTEMBER 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Affaires Générales - Algemene Zaken

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 03.09.2026 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le projet de procès-verbal de la séance du 3 septembre 2026 ;

DECIDE :

De prendre connaissance du projet de procès-verbal de la séance du 3 septembre 2026, établi conformément à l'article 108 bis de la nouvelle loi communale et d'approuver ce projet de procès-verbal.

Proces-verbaal van de zitting van de gemeenteraad van 03.09.2026 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 3 september 2026 ;

BESLUIT :

Kennis te nemen van het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 3 september 2026, opgesteld conform artikel 108 bis van de nieuwe gemeentewet, en het ontwerp van proces-verbaal goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage
CC PV 03.09.26.pdf*

Police - Politie

2 Règlement Général de Police - Modification de l'article 88.

LE CONSEIL ,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales intégrant les modifications initiées par la loi du 11 décembre 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune d'Ixelles;

Vu l'entrée en vigueur d'un nouveau code pénal en date du 8 avril 2026 ;

Considérant que l'implémentation des sanctions administratives communales a été imaginée afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes et avec pour objectif que la répression de celles-ci ne dépende plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour les sanctions.

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Considérant que, depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013, les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et d'augmenter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Que le règlement général de police commun a été une première fois modifié en mars 2024 afin de s'adapter à l'entrée en vigueur de la loi du 11 décembre 2023 car celle-ci apportait des modifications substantielles à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives ;

Considérant qu'un nouveau code pénal entrera en vigueur le 8 avril 2026 et que celui modifiera très sensiblement notre nouveau droit pénal ;

Que cette modification législative d'importance aura une conséquence directe en matière de SAC car la catégorie spécifique des « infractions mixtes » (dont le traitement est partagé entre le procureur du Roi et le fonctionnaire sanctionnateur communal suivant les modalités d'un protocole d'accord) en sera transformée suite à la redéfinition et nouvelle catégorisation des notions pénales ;

Considérant que l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture du code pénal entraînera dès lors à sa suite une adaptation de la loi SAC qui entraînera à son tour des modifications indispensables au sein du RGP et du protocole d'accord avec le procureur du Roi ;

Qu'à défaut le fonctionnaire sanctionnateur communal ne sera plus compétent pour traiter des infractions mixtes ;

Considérant que l'adaptation de la loi SAC n'ayant pas encore été votée par le pouvoir législatif fédéral, les modifications au RGP et au protocole interviendront seulement dans les semaines ou mois à venir ;

Considérant qu'il est cependant opportun et urgent de procéder dès maintenant à une modification ciblée au sein du RGP ;

Qu'en effet, le nouveau code pénal entérine notamment la disparition du « tapage nocturne »

comme infraction pénale (et donc par ricochet comme infraction mixte).

Que ceci est loin d'être anodin pour nos communes où les problèmes de tranquillité publique sont courants dans certains de nos quartiers, principalement le soir et la nuit.

Qu'il semble dès lors indispensable d'intégrer immédiatement la possibilité de lutter contre les nuisances sonores, de jour comme de nuit, comme infraction « simple » (et non plus mixte) dans le règlement général de police (au sein du chapitre tranquillité publique) avant le 8 avril à défaut de quoi nous ne pourrions plus verbaliser et sanctionner ces comportements dérangeant puisque le procureur du roi ne sera de facto plus compétent à partir du 8 avril, cette infraction n'étant plus pénalisée.

Que le Conseil communal est dès lors sollicité afin de modifier l'article 88 du règlement général de police en ce sens afin d'éviter une situation provisoire d'impunité où aucune autorité pénale ou administrative ne serait compétente au-delà du 8 avril pour sanctionner les tapages au-delà de 22h.

Que l'article 88 dans sa version actuelle traite uniquement du tapage diurne et peut être aisément adapté afin de couvrir les nuisances sonores quel que soit l'heure à laquelle elles seront commises ;

Qu'il est par ailleurs proposé d'abandonner les notions de « diurne » et « nocturne » afin de simplifier le texte et faciliter le travail des agents de terrain en charge de verbaliser les infractions au RGP ;

Considérant que cette modification de l'article 88, validée par la conférence des bourgmestres lors de sa réunion du 4 mars 2026, sera apportée simultanément dans les 19 communes afin que le contenu du règlement général de police reste identique au sein de la Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les modifications sont les suivantes :

Version actuelle de l'article 88 :

Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 (y compris les cris d'animaux) de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans les propriétés privées,
- dans les établissements accessibles au public même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

Nouvelle version proposée de l'article 88 :

Sont interdites les nuisances sonores de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du

voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Par « nuisances sonores », on entend tout bruit, cri (y compris les cris d'animaux), son, musique, comportement ou usage abusif d'un appareil ou d'un véhicule, sur la voie publique ou dans un espace accessible au public, qui n'est ni justifié par une nécessité, ni couvert par une autorisation légale ou communale.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans l'espace public*
- dans les propriétés privées,*
- dans les établissements accessibles au public (y compris sur les terrasses), même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,*
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée. »*

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

1. De modifier l'article 88 du Règlement Général de Police de la commune de Ganshoren dans sa nouvelle version proposée dans la présente délibération.
2. De faire entrer en vigueur le règlement ainsi modifié en date du 1er octobre 2026.

Algemeen politiereglement - Wijziging van artikel 88.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en met name de artikelen 119 en 135,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd bij de wet van 11 december 2023;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 februari 2020 waarbij het algemeen politiereglement van de gemeente Elsene werd aangenomen;

Gelet op de inwerkingtreding van het nieuwe Strafwetboek op 8 april 2026;

Overwegende dat het achterliggende idee bij de invoering van de gemeentelijke administratieve sancties was om kleine overlast op het grondgebied van de gemeenten sneller en efficiënter te bestrijden en dat de bestraffing niet langer zou afhangen van de parketten voor vervolging van overtredingen of van de strafrechters voor sancties;

Overwegende dat de gemeenten met administratieve sancties het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van ordeverstoorders hebben kunnen terugdringen;

Overwegende dat de gemeentelijke administratieve sancties (GAS), sinds de wet van 24 juni 2013 is aangenomen, aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als doeltreffend middel in de strijd tegen openbare overlast;

Overwegende dat in 2020 een geharmoniseerd algemeen politiereglement in werking is getreden in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat dat document met name tot doel had het werk van de politieagenten van de verschillende politiezones te vergemakkelijken en te stroomlijnen en de leesbaarheid en begrijpelijkheid te vergemakkelijken voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen;

Dat het gemeenschappelijke algemeen politiereglement in maart 2024 een eerste wijziging heeft ondergaan om het aan te passen aan de inwerkingtreding van de wet van 11 december 2023, omdat bij die wet substantiële wijzigingen zijn aangebracht aan de wet van 24 juni 2013;

Overwegende dat het nieuwe Strafwetboek in werking treedt op 8 april 2026 en dat het ons strafrecht in zeer belangrijke mate zal wijzigen;

Dat deze belangrijke wetswijziging een rechtstreekse invloed zal hebben inzake GAS, aangezien de specifieke categorie van ‘gemengde inbreuken’ (die gedeeld worden behandeld door de procureur des Konings en de sanctionerend ambtenaar van de gemeente volgens de voorwaarden van een protocolakkoord) zal worden omgevormd als gevolg van de herdefiniëring en de nieuwe classificering van de strafrechtelijke begrippen;

Overwegende dat de inwerkingtreding van de nieuwe versie van het Strafwetboek daarna dus een aanpassing van de GAS-wet met zich mee zal brengen, wat dan weer zal leiden tot noodzakelijke wijzigingen in het APR en in het protocolakkoord met de procureur des Konings;

Indien niet zal de sanctionerend ambtenaar niet meer bevoegd zijn om gemengde inbreuken te behandelen;

Overwegende dat, aangezien de federale wetgevende macht nog niet gestemd heeft over de aanpassing van de GAS-wet, de wijzigingen aan het APR en aan het protocol pas in de komende weken of maanden zullen plaatsvinden;

Overwegende dat het evenwel opportuun is en dringend nodig is om nu reeds een gerichte wijziging aan te brengen in het APR;

Dat het nieuwe Strafwetboek immers bevestigt dat ‘nachtlawaai’ als strafbaar feit (en dus van de weeromstuit als gemengde inbreuk) verdwijnt;

Dat dat geen onbeduidende zaak is voor onze gemeenten, waar zich in bepaalde wijken vaak problemen voor de openbare rust voordoen, voornamelijk ’s avonds en ’s nachts;

Dat het daarom noodzakelijk lijkt om de mogelijkheid om geluidshinder zowel overdag als ’s nachts aan te pakken, onmiddellijk vóór 8 april op te nemen in het algemeen politiereglement (het hoofdstuk ‘Openbare rust’) als een ‘eenvoudige’ inbreuk (en niet meer ‘gemengde’ inbreuk) want zo niet zullen we dat storende gedrag niet meer kunnen bekeuren en bestraffen aangezien de procureur des Konings vanaf 8 april feitelijk niet meer bevoegd zal zijn omdat het misdrijf niet meer wordt bestraft;

Dat bijgevolg een beroep wordt gedaan op de gemeenteraad om artikel 88 van het algemeen politiereglement in die zin te wijzigen, om te voorkomen dat een tijdelijke situatie optreedt waarin geen enkele strafrechtelijke of bestuursrechtelijke instantie na 8 april bevoegd zou zijn om lawaaihinder na 22.00 uur te bestraffen;

Dat artikel 88 van de huidige versie enkel gaat over lawaaihinder overdag en kan gemakkelijk worden aangepast om geluidshinder te bestrijken, ongeacht het uur waarop de hinder wordt veroorzaakt;

Dat overigens wordt voorgesteld om de begrippen ‘overdag’ en ‘’s nachts’ te laten vallen om de tekst te vereenvoudigen en de taak van de medewerkers op het terrein die belast zijn met het verbaliseren van overtredingen van het APR te vergemakkelijken;

Overwegende dat deze wijziging, die is goedgekeurd door de conferentie van burgemeesters op de vergadering van 4 maart 2026, tegelijkertijd in de 19 gemeenten zal worden aangebracht zodat de inhoud van het halgemeen politiereglement inhoudelijk hetzelfde blijft in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het gaat om de volgende wijzigingen:

Huidige versie van artikel 88:

Het is verboden om geluidshinder te veroorzaken tussen 7 uur en 22 uur (met inbegrip van het geroep van dieren) die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Hiermee wordt onder meer bedoeld, geluidshinder die wordt veroorzaakt:

- in privé-eigendommen,
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten,
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

Voorgestelde nieuwe versie van artikel 88:

Het is verboden om geluidshinder te veroorzaken die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Met ‘geluidshinder’ wordt verstaan om het even welk(e) lawaai, geschreeuw (met inbegrip van dierengeluiden), geluid, muziek, gedrag of overmatig gebruik van een apparaat of voertuig op de openbare weg of in een voor het publiek toegankelijke ruimte, dat/die niet wordt verantwoord door een noodzaak, noch gedekt wordt door een wettelijke of gemeentelijke vergunning. Hiermee worden onder meer bedoeld met de geluidshinder die wordt veroorzaakt:

- in de openbare ruimte,*
- in privé-eigendommen,*
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen (inclusief op terrassen), ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten,*
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek. ’.*

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

BESLUIT :

1. Het wijzigen van artikel 88 van het Algemeen Politieverordening van de gemeente Ganshoren in de nieuwe versie zoals voorgesteld in deze beraadslaging.
 2. Het gewijzigde reglement met ingang van 1ste oktober 2026 in werking te laten treden.
-

Travaux Publics - Openbare Werken

3 Caméras de surveillance sur le territoire communal - Allocation d'un subside à la zone de Police 5340 Bruxelles-Ouest

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu sa décision du 21 mai 2026 d'approuver la cession de propriété du système communal de caméras de surveillance à la Zone de Police Bruxelles-Ouest 5340 ;

Vu le projet de déploiement progressif du réseau de vidéoprotection de la Zone de Police Bruxelles-Ouest qui comprend 3 phases (voir document en annexe) ;

Considérant que les phases I et II, qui seront prises en charge par la Zone de Police Bruxelles-Ouest, concernent le placement de caméras complémentaires aux endroits suivants :

- carrefour avenue des Gloires Nationales / avenue Jacques Sermon, vers le parc Elisabeth (phase I) ;
- carrefour avenue des Gloires Nationales / avenue de la Constitution, vers le parc Elisabeth (phase I) ;
- parvis Sainte-Cécile (phase II) ;
- square du Centenaire (2 caméras - phase II) ;
- carrefour avenue Richard Mazza / avenue Mathieu De Jonge (phase II) ;
- carrefour avenue Marie de Hongrie / avenue des Neuf Provinces (phase II) ;

Considérant que la phase III de ce projet de déploiement nécessite l'allocation d'un subside de la commune pour le placement de caméras complémentaires aux endroits suivants :

- rue Zeyp - au niveau du parking ;
- croisement avenue Van Overbeke / clos Saint-Martin ;
- rue Auguste De Cock ;

- carrefour rue des Amaryllis / rue Beeckmans / rue Hellinckx ;
- carrefour rue Delhove / rue Hellinckx ;

Considérant qu'un montant de 147.000 EUR, permettant le financement de la phase III de ce projet, est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2026, à l'article 300/63551, et sera financé par emprunt ;

DÉCIDE :

Article 1

D'approuver le placement de caméras complémentaires dans le cadre du projet de déploiement progressif du réseau de vidéoprotection de la Zone de Police Bruxelles-Ouest, aux endroits suivants :

- carrefour avenue des Gloires Nationales / avenue Jacques Sermon, vers le parc Elisabeth (phase I) ;
- carrefour avenue des Gloires Nationales / avenue de la Constitution, vers le parc Elisabeth (phase I) ;
- parvis Sainte-Cécile (phase II) ;
- square du Centenaire (2 caméras - phase II) ;
- carrefour avenue Richard Mazza / avenue Mathieu De Jonge (phase II) ;
- carrefour avenue Marie de Hongrie / avenue des Neuf Provinces (phase II) ;
- rue Zeyp - au niveau du parking (phase III) ;
- croisement avenue Van Overbeke / clos Saint-Martin (phase III) ;
- rue Auguste De Cock (phase III) ;
- carrefour rue des Amaryllis / rue Beeckmans / rue Hellinckx (phase III) ;
- carrefour rue Delhove / rue Hellinckx (phase III) ;

Article 2

D'approuver l'allocation d'un subside de 147.000 EUR à la Zone de Police Bruxelles-Ouest 5340 pour le déploiement de caméras complémentaires de la phase III

Article 3

De comptabiliser cette dépense à l'article 300/63551 du budget extraordinaire de l'exercice 2026.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 300/96151 du budget ordinaire de l'exercice 2026.

Bewakingscamera's op het gemeentelijk grondgebied – Toekenning van een subsidie aan de Politiezone 5340 Brussel-West

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Gelet op zijn beslissing van 21 mei 2026 houdende goedkeuring van de overdracht van de eigendom van het gemeentelijke bewakingscamerasysteem aan de Politiezone Brussel-West 5340;

Gelet op het project voor de geleidelijke uitrol van het camerabewakingsnetwerk van de Politiezone Brussel-West, dat uit 3 fasen bestaat (zie document in bijlage);

Overwegende dat de fasen I en II, die ten laste zullen worden genomen door de Politiezone Brussel-West, betrekking hebben op de plaatsing van bijkomende camera's op de volgende plaatsen:

- kruispunt Landsroemlaan / Jacques Sermonlaan, richting Elisabethpark (fase I);
- kruispunt Landsroemlaan / Grondwetlaan, richting Elisabethpark (fase I);
- Sint-Ceciliavorplein (fase II);
- Eeuwfeestsquare (2 camera's - fase II);
- kruispunt Richard Mazzalaan / Mathieu De Jongelaan (fase II);
- kruispunt Maria van Hongarijelaan / Negen Provincieslaan (fase II);

Overwegende dat fase III van dit uitrolproject de toekenning van een subsidie door de gemeente vereist voor de plaatsing van bijkomende camera's op de volgende plaatsen:

- Zeypstraat - ter hoogte van de parking;
- kruising Van Overbekelaan / Sint-Martinusgaarde;
- Auguste De Cockstraat;
- kruispunt Amaryllissenstraat / Beeckmansstraat / Hellinckxstraat;
- kruispunt Delhovestraat / Hellinckxstraat;

Overwegende dat een bedrag van 147.000 EUR, waarmee de financiering van fase III van dit project mogelijk wordt gemaakt, is ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, op artikel 300/63551, en door middel van een lening zal worden gefinancierd;

BESLUIT:

Artikel 1

De plaatsing van bijkomende camera's in het kader van het project voor de geleidelijke uitrol

van het camerabewakingsnetwerk van de Politiezone Brussel-West goed te keuren op de volgende plaatsen:

- kruispunt Landsroemlaan / Jacques Sermonlaan, richting Elisabethpark (fase I);
- kruispunt Landsroemlaan / Grondwetlaan, richting Elisabethpark (fase I);
- Sint-Ceciliavoorplein (fase II);
- Eeuwfeestsquare (2 camera's - fase II);
- kruispunt Richard Mazzalaan / Mathieu De Jongelaan (fase II);
- kruispunt Maria van Hongarijelaan / Negen Provincieslaan (fase II);
- Zeypstraat - ter hoogte van de parking (fase III);
- kruising Van Overbekelaan / Sint-Martinusgaarde (fase III);
- Auguste De Cockstraat (fase III);
- kruispunt Amaryllissenstraat / Beeckmansstraat / Hellinckxstraat (fase III);
- kruispunt Delhovestraat / Hellinckxstraat (fase III);

Artikel 2

De toekenning van een subsidie van 147.000 EUR aan de Politiezone Brussel-West 5340 voor de uitrol van bijkomende camera's in het kader van fase III goed te keuren.

Artikel 3

Deze uitgave te boeken op artikel 300/63551 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026.

Artikel 4

Deze uitgave te financieren met het krediet ingeschreven op artikel 300/96151 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026.

1 annexe / 1 bijlage
CamérasPoliceSept2026.pdf

Sanctions Administratives - Administratieve Boetes

- 4 **Protocoles d'accord relatifs aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes visées à l'article 3, 1^o et 2^o de la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la Loi du 29 février 2024 introduisant le livre Ier du Code pénal ;

Vu la Loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal ;

Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal ;

Considérant que la Loi du 24 juin 2013 dispose, dans son article 3, 1° et 2° que le Conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions visées aux articles 284, 286, 398, 448, 461, 463, 521 alinéa 3, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° et 3° et 563bis, du Code pénal et aux articles 17 et 18 de la Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture ;

Considérant que l'article 23, § 1er, 1er alinéa de la Loi du 24 juin 2013 prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins peut établir un protocole d'accord avec le procureur du Roi compétent pour le traitement des infractions mixtes au sens de l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Considérant que le Code pénal a été réformé par les lois du 29 février 2024, qu'une adaptation des protocoles d'accord est nécessaire pour assurer la conformité de ceux-ci avec les nouvelles dispositions pénales ;

Considérant que les nouveaux protocoles d'accord relatifs au traitement des infractions mixtes, applicables aux majeurs et aux mineurs, ont été élaborés dans le cadre des concertations entre le Parquet de Bruxelles, les zones de police et les communes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ;

Considérant que ces protocoles tiennent notamment compte de la réappropriation par le Parquet du traitement des faits de vol simple, lesquels ne feront plus l'objet d'un traitement administratif communal ;

Considérant qu'il y a lieu de valider ces protocoles afin de permettre leur entrée en vigueur concomitamment à celle de la réforme du Code pénal ;

DECIDE :

1. D'approuver le Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes.
2. D'approuver le Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs.

Protocolakkoorden betreffende de gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de Wet van 29 februari 2024 tot invoering van boek I van het Strafwetboek;

Gelet op de Wet van 29 februari 2024 tot invoering van boek II van het Strafwetboek;

Gelet op het Algemeen Politiereglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de Wet van 24 juni 2013 in artikel 3, 1° en 2°, bepaalt dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen een administratieve sanctie kan voorzien voor de overtredingen bedoeld in de artikelen 284, 286, 398, 448, 461, 463, 521, lid 3, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° en 3° en 563bis van het Strafwetboek en in artikelen 17 en 18 van de Wet van 10 november 2006 betreffende de openingstijden;

Overwegende dat artikel 23, §1, eerste lid van de Wet van 24 juni 2013 bepaalt dat het College van burgmeester en schepenen een protocolakkoord kan sluiten met de bevoegde procureur des Konings voor de behandeling van de gemengde inbreuken;

Overwegende dat het Strafwetboek werd door de wetten van 29 februari 2024 hervormd, dat aan aanpassing van de protocolakkoorden daardoor nodig is om ervoor te zorgen dat die in overeenstemming zijn met de nieuwe strafrechtelijke bepalingen;

Overwegende dat de nieuwe protocolakkoorden betreffende de behandeling van gemengde inbreuken voor meerderjarigen en minderjarigen werden uitgewerkt in overleg tussen het Parket van Brussel, de politiezones en de gemeenten van het gerechtelijk arrondissement Brussel;

Overwegende dat deze protocolakkoorden onder meer rekening houden met de heropname door het Parket van de behandeling van eenvoudige diefstallen, die voortaan niet langer door de gemeentelijke administratieve sanctieprocedure zullen worden afgehandeld;

Overwegende dat het nuttig is deze protocolakkoorden goed te keuren zodat zij gelijktijdig met de hervorming van het Strafwetboek van toepassing kunnen worden;

BESLIST:

1. Het protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken goed te keuren.
2. Het protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken begaan door minderjarigen goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

Protocole SAC mixtes - GANSHOREN - FR.docx, Protocole SAC mixtes - GANSHOREN - NL.docx, Protocole SAC mixtes - mineurs - GANSHOREN - FR.docx, Protocole SAC mixtes - mineurs - GANSHOREN - NL.docx

Affaires Générales - Algemene Zaken

5 Citydev.brussels - Désignation d'un membre à l'Assemblée Générale.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les statuts de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels), arrêtés le 5 février 2000 ;

Vu notamment l'article 6 des statuts de citydev.brussels, qui prévoit que l'Assemblée générale est composée de 96 membres, dont 26 membres désignés par la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale, à raison d'un membre au moins par commune ;

Vu que les membres de l'Assemblée générale désignés par la Conférence des Bourgmestres

doivent être domiciliés dans le ressort territorial de citydev.brussels, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que les membres de l'Assemblée générale sont désignés pour un terme de six ans, renouvelable, et demeurent en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs ;

Vu la nécessité pour la Commune de Ganshoren d'être représentée au sein de l'Assemblée générale de citydev.brussels ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de désigner un représentant de la Commune appelé à siéger à l'Assemblée générale de citydev.brussels ;

DÉCIDE :

De désigner X en qualité de représentant(e) de la Commune de Ganshoren à l'Assemblée générale de citydev.brussels, dans le cadre de la représentation des communes par la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale.

Citydev.brussels – Benoeming van een lid van de Algemene Vergadering.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (citydev.brussels), vastgesteld op 5 februari 2000;

Gelet in het bijzonder op artikel 6 van de statuten van citydev.brussels, dat bepaalt dat de Algemene Vergadering is samengesteld uit 96 leden, waarvan 26 leden worden aangewezen door de Conferentie van Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met ten minste één lid per gemeente;

Overwegende dat de leden van de Algemene Vergadering die door de Conferentie van Burgemeesters worden aangewezen, hun woonplaats moeten hebben binnen het territoriale werkingsgebied van citydev.brussels, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de leden van de Algemene Vergadering worden aangewezen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar en in functie blijven totdat hun opvolgers zijn aangewezen;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de gemeente Ganshoren vertegenwoordigd is binnen de Algemene Vergadering van citydev.brussels;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is een vertegenwoordiger van de gemeente aan te wijzen die zitting zal hebben in de Algemene Vergadering van citydev.brussels;

BESLUIT:

X aan te wijzen als vertegenwoordiger van de gemeente Ganshoren in de Algemene Vergadering van citydev.brussels, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeenten door de Conferentie van Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2 annexes / 2 bijlagen

202506_Vernieuwing_BO_Vademecum_NL.docx,

250620_Renouvellement_OG_VadeMecum_FR.docx

Finances - Financiën

6 Budget 2026 - Modification budgétaire n° 2

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 239 et 241 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 5 et les articles 8 à 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Vu le budget pour l'exercice 2026 approuvé par le Conseil communal le 20 novembre 2025 ;

Vu la première modification budgétaire pour l'exercice 2026 approuvée par le Conseil Communal le 21 mai 2026 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 septembre 2026;

Considérant que certaines allocations prévues au budget doivent être révisées ;

DECIDE :

De modifier, pour l'exercice 2026, le budget communal et d'arrêter le nouveau résultat du budget aux chiffres figurant aux tableaux en annexe.

Begroting 2026 - Begrotingswijziging nr 2

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 239 en 241 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 5 en artikelen 8 tot 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2026, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 november 2025;

Gelet op de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2026 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 21 mei 2026;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en de Schepenen van 10 september 2026;

Overwegende dat bepaalde begrotingsposten dienen gewijzigd te worden,

BESLIST:

De gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2026 te wijzigen en het nieuwe begrotingsresultaat vast te stellen zoals in de bijgevoegde tabellen.

3 annexes / 3 bijlagen

Budget 2026 MB02 - art 96 - FR.pdf, ModifBudg-2026-02.pdf, Budget 2026 MB02 - art 96 - NL.pdf

Caisse Communale - Gemeentekas

7 Financement du service extraordinaire 2024-2025 - Emprunt - Consultation du marché - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2024 et 2025 notamment le service extraordinaire ;

Considérant que ces budgets prévoient le financement de la dépense extraordinaire par un emprunt pour un montant de 2.970.600,00 € (2024) , 900.100,00 (2025);

Considérant que les marchés ont été attribués pour un montant de 2.970.600,00 € (2024), 900.100,00 € (2025)

Vu le document « *Consultation de marché – Financement des dépenses extraordinaires au moyen de crédit(s) (Budget 2024-2025) – Règlement de consultation* » joint en annexe;

DECIDE :

Article 1

De lancer un marché pour le financement des investissements susmentionnés pour un montant de 3.870.700,00 €. (2024-2025)

Article 2

La commune va consulter le marché dans le but d'organiser une mise en concurrence, dans le respect des principes d'égalité de traitement, de transparence et de proportionnalité permettant de comparer les offres des différentes contreparties et de désigner la contrepartie qui propose l'offre régulière économiquement la plus avantageuse.

Article 3

Les conditions du marché sont reprises dans le document en annexe « Consultation de marché – Financement des dépenses extraordinaires au moyen de crédit(s) (Budget 2024-2025) – Règlement de consultation ».

Article 4

Cette décision est soumise à la tutelle générale.

Financiering van de buitengewone dienst 2024-2025 - Lening - Marktonderzoek - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 en 2025 en vooral de buitengewone dienst;

Overwegende dat deze begrotingen voorzien in de financiering van de buitengewone uitgaven door middel van een lening voor een bedrag van 2 970 600,00 € (2024) en 900 100,00 € (2025);

Overwegende dat de overheidsopdrachten voor een bedrag van 2.970.600,00 € (2024), 900.100,00 € (2025) werden toegekend;

Gelet op het document “*Marktconsultatie - Financiering van buitengewone uitgaven door krediet (en) (begroting 2024-2025) - Regels voor overleg* » in bijlage ;

BESLIST :

Artikel 1

Een overheidsopdracht te starten voor de financiering van bovenvermelde investeringen voor een bedrag van 3.870.700,00 €. (2024-2025)

Artikel 2

De gemeente zal de markt raadplegen om een concurrerende aanbesteding te organiseren, met inachtneming van de beginselen van gelijke behandeling, transparantie en proportionnaliteit voor het vergelijken van de offertes van de verschillende tegenpartijen en het aanwijzen van de tegenpartij die het meest economisch voordelig regulier bod aanbiedt.

Artikel 3

De voorwaarden van de overheidsopdracht worden hernomen het bijgevoegde document « Marktonderzoek - financiering van buitengewone uitgaven door krediet (en) (begroting 2024-2025) - Regels voor overleg ».

Artikel 4

Deze beslissing is onderworpen aan het algemeen toezicht.

2 annexes / 2 bijlagen

20260924_AC Ganshoren_Consultation crédits nl 2024-2025.pdf, 20260924_AC

Ganshoren_Consultation crédits fr 2024-2025.pdf

8 Caisse communale - Octroi d'avances de fonds de caisse aux membres du personnel - Modification

LE CONSEIL,

Considérant que certains frais d'administration courante et de minime importance, payables au comptant comme frais de timbres et de port, petites fournitures, ne supportent pas les délais ordinaires d'engagement et d'ordonnancement ;

Considérant qu'il est anormal que de telles dépenses publiques soient payées au moyen de fonds avancés par des membres du personnel ;

Considérant que cette matière de paiement au comptant de dépenses minimales faisait l'objet des articles 1074 et 108 de l'Arrêté du Régent du 10 février 1945 portant Règlement général sur la Comptabilité communale, qui prévoyait sous certaines conditions, la constitution de provisions pour menues dépenses ;

Considérant que l'Arrêté Royal du 2 août 1990, portant le nouveau Règlement général sur la Comptabilité communale ne reprend pas les dispositions afférentes à la matière pré-rappelée ;

Considérant que la bonne marche des services communaux, auxquels le Conseil Communal avait, antérieurement, consenti la mise à disposition d'une telle provision, nécessite le maintien de ces mesures ;

Considérant qu'il serait opportun que les services communaux mentionnés en annexe disposent d'une caisse de menus frais pour pouvoir faire face aux menues dépenses;

Considérant qu'il est indispensable de désigner des responsables de ces provisions;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Art. 1. De mettre à la disposition des services communaux énumérés dans la liste ci-annexée, une provision de caisse en vue de permettre le paiement au comptant de dépenses minimales relatives aux services et fournitures, nécessaires au bon fonctionnement de l'administration ;

Art. 2. De fixer la provision de chaque service désigné aux montants joints ;

Art. 3. Le Collège Echevinal mettra les provisions à la disposition des agents communaux désignés, qui en seront personnellement responsables ;

Art. 4. La somme prescrite sera remise auxdits agents communaux, par le Receveur Communal contre quittance. Cette quittance constituera un titre valant espèces à conserver par le Receveur précité ;

Art. 5. Ces dépenses régulières, effectuées au moyen de provisions liquidées conformément aux décisions du Conseil Communal et du Collège Echevinal, seront remboursées à l'agent chargé de la gestion des fonds, sur base de demandes de paiement, adressées au Collège des Bourgmestre et Echevins, périodiquement et au plus tard lors de la dernière séance dudit Collège de l'année à laquelle se rapportent les paiements. Ces demandes, dûment appuyées des factures acquittées, quittances et reçus délivrés par les fournisseurs, seront annexés aux mandats créés en vue de la reconstitution de la provision.

Art. 6. En cas de cessation des fonctions de l'agent responsable de la conservation des fonds, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Receveur veillent à ce que la provision ou les pièces justificatives des paiements non régularisés effectués au moyen de cette provision soient remises à son successeur ;

Art. 7. La présente délibération annule et remplace les décisions antérieures du Conseil Communal relatives au même objet ;

Art. 8. La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Gemeentekas - Toekenning van kasgeldvoorschotten aan personeelsleden - Wijziging

DE RAAD,

Aangezien de gebruikelijke termijnen van aanwending en aanrekening moeilijk toepasselijk zijn op bepaalde minieme administratieve kosten, zoals zegel- en postkosten, kleine benodigdheden, die contant dienen betaald te worden;

Aangezien het abnormaal is dat zulke uitgaven zouden voorgesloten worden door personeelsleden;

Gezien dat deze contante betalingswijze van minieme uitgaven het voorwerp uitmaakte van artikelen 107 en 108 van het Regentbesluit van 10 februari 1945 houdende Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, die onder bepaalde voorwaarden het ter beschikkingstellen van provisies voor kleine kosten voorzagen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdend het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit de bepalingen ter zake niet herneemt;

Aangezien het behoud van een dergelijke maatregel zich opdringt voor de verzekering van de goede werking van de Gemeentediensten aan wie de Gemeenteraad voorheen een dergelijke provisie heeft toegekend;

Aangezien het passend is dat de diensten in bijlage over een kasgeldvoorschot zouden beschikken om kleine uitgaven te kunnen doen;

Overwegende dat het noodzakelijk is verantwoordelijken aan te duiden voor deze voorschotten:

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 gewijzigd bij ordonnantie van 18 april 2002 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

B E S L U I T:

Art. 1. Om kasgeldvoorschotten ter beschikking te stellen van de hierna genoemde diensten om contante betalingen te kunnen uitvoeren van kleine uitgaven met betrekking tot diensten en leveringen, nodig voor de goede werking van het Bestuur;

Art. 2. De hierna vermelde bedragen als voorschot te verlenen aan elk aangeduide dienst;

Art. 3. Het Schepencollege zal de kasgeldvoorschotten ter beschikking stellen van elke aangeduide gemeentebeambte, die er persoonlijk voor verantwoordelijk blijft;

Art. 4. Het voorgeschreven bedrag zal door de Ontvanger aan betrokken beampten overhandigd worden tegen ontvangstbewijs. Deze kwitantie geldt als kasstuk te bewaren door voornoemde Ontvanger.

Art. 5. Deze regelmatige uitgaven, gedaan bij middel van de provisie verleend in overeenstemming aan de beslissingen van de Gemeenteraad en van het Schepencollege, zullen terugbetaald worden aan de beambte belast met het beheer van deze fondsen en dit op basis van een betalingsaanvraag gericht aan het Schepencollege. Deze aanvraag dient periodiek te gebeuren en ten laatste tijdens de laatste zitting van desbetreffend College, van het jaar waarop de uitgaven betrekking hebben. Deze aanvragen, degelijk gestaafd door gekwijte facturen, kwijtingen en ontvangstbewijzen afgeleverd door de leveranciers, zullen aan de mandaten gevoegd worden die zullen opgesteld worden voor de wedersamenstelling van deze provisie;

Art. 6. Ingeval de beambte verantwoordelijk voor het beheer van de fondsen, zijn functie beëindigt, zal het College van Burgemeester en Schepenen erover waken dat het kasgeldvoorschot of de stavingstukken van de niet geregulariseerde betalingen van de aan de opvolger worden overgedragen;

Art. 7. Deze onderhavige beraadslaging annuleert en vervangt alle vorige beraadslagingen van de Gemeenteraad aangaande dit voorwerp;

Art. 8. Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid.

1 annexe / 1 bijlage

FONDS MIS A LA DISPOSITION DE MEMBRES DU PERSONNEL-2.pdf

9 Procès-verbal de vérification de caisse du 1er trimestre 2026

LE CONSEIL est informé par le Collège que le procès-verbal de vérification de caisse du 1er trimestre 2026 arrêté au 31 mars 2026, mentionne un avoir justifié négatif de -310.565,56€ (voir annexes).

Proces-verbaal van kasnazicht van het 1ste trimester 2026

DE RAAD wordt door het College geïnformeerd dat het proces-verbaal van de kasnazicht van het 1ste trimester 2026 op 31 maart 2026 een negatief verantwoord vermogen weergeeft van - 310.565,56€ (zie bijlagen).

2 annexes / 2 bijlagen

Q2026 01 Sitcai NL.pdf, Q2026 01 Sitcai FR.pdf

10 **Procès-verbal de vérification de caisse du 2ème trimestre 2026**

LE CONSEIL est informé par le Collège que le procès-verbal de vérification de caisse du 2ème trimestre 2026 arrêté au 30 juin 2026 mentionne un avoir justifié positif de + 3.182.615,68 € (voir annexes).

Proces-verbaal van kasnazicht van het 2de trimester 2026

DE RAAD wordt door het College geïnformeerd dat het proces-verbaal van de kasnazicht van het 2de trimester 2026 op 30 juni 2026 een positief verantwoord vermogen weergeeft van + 3.182.615,68 € (zie bijlagen).

2 annexes / 2 bijlagen

Q2026 02 Sitcai NL.pdf, Q2026 02 Sitcai FR.pdf

Mobilité - Mobiliteit

11 **Soutien régional aux actions communales de mobilité 2026 – Mobilité scolaire 2026-2027 - Approbation de la convention**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'appel à projets concernant le soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière transmis par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale accepte de subsidier le projet "Mobilité scolaire 2026-2027" pour un montant estimé à 15.000,00 EUR, TVAC (à l'article 410/46548.2026).

Vu le projet de convention établi par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que pour tout subside lié au le soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière, une convention doit être signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune ;

DECIDE :

D'approuver la convention reprise en annexe.

Gewestelijke ondersteuning voor de gemeentelijke mobiliteitsacties 2026 – Schoolmobiliteit 2026-2027 - Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de oproep tot het indienen van projecten betreffende de gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties overgemaakt door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaardt om het project “Schoolmobiliteit 2026-2027” te subsidiëren voor een geraamd bedrag van 15.000,00 EUR inclusief BTW (artikel 410/46548.2026):

Gelet op het ontwerp van overeenkomst opgemaakt door Brussel Mobiliteit ;

Overwegende dat voor elke subsidie in verband met gewestelijke ondersteuning voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties, een overeenkomst dient ondertekend te worden door het Brussels Gewest en de gemeente;

BESLIST :

Bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

*FormulaireMobilitéDurable.docx, SUP26.1473_Ganshoren_ConvFR.docx,
SUP26.1473_Ganshoren_ConvNL.docx*